L'Amérique latine aux urnes - La participation électorale en berne

Olivier Dabène, Erica Guevara, Frédéric Louault

▶ **To cite this version:**

Olivier Dabène, Erica Guevara, Frédéric Louault. L'Amérique latine aux urnes - La participation électorale en berne. Les Études du CERI, 2017, Amérique latine - L'année politique 2016 (226-227), pp.54-68. hal-03399720

HAL Id: hal-03399720

https://sciencespo.hal.science/hal-03399720v1

Submitted on 15 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La participation électorale en berne

Olivier Dabène, Erica Guevara, Frédéric Louault

L'année 2016 a été marquée par deux référendums importants (Bolivie, Colombie), une série d'élections locales et quatre élections présidentielles (Pérou, République dominicaine, Nicaragua, Haïti).

Les Boliviens ont refusé qu'Evo Morales se présente aux élections pour la quatrième fois consécutive[1], tandis que les Colombiens ont rejeté l'accord de paix passé entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)[2]. Dans les deux cas, ces référendums représentent une étape importante dans la vie politique des pays concernés. Evo Morales ne semble pas pour autant s'accoutumer à l'idée qu'il ne sera pas l'éternel promoteur des changements dans son pays. Son parti envisage différents scénarios pour lui permettre de se présenter aux élections de 2019, en dépit de l'échec au référendum. En Colombie, le président Santos comptait passer à la postérité comme un faiseur de paix. Il a bien obtenu le prix Nobel de la paix, mais le référendum a terni son bilan. Dans le même temps, le « non » renforce considérablement son principal opposant, l'ancien président Álvaro Uribe, qui a mené la campagne contre l'accord. Les cartes en vue des élections de 2018 sont rebattues, et le pays est profondément polarisé.

Les élections locales ont aussi sanctionné des évolutions importantes, consacrant l'affaiblissement du président Peña Nieto au Mexique et de Luis Guillermo Solís au Costa Rica.

De leur côté, les présidentielles ont réservé peu de surprises en République dominicaine et au Nicaragua, où les présidents sortants ont été réélus. Le scrutin a été bien plus disputé au Pérou, où Pedro Pablo Kuczynski a bénéficié d'un vote de rejet de Keiko Fujimori pour l'emporter d'un cheveu au second tour.

Tableau 1

Les élections en 2016

Date	Pays	Types d'élection	Vainqueurs et partis*	Tendance
7 février	Costa Rica	Municipales	PLN (50 mairies sur 81)	Centre droite
21 février	Bolivie	Référendum	Non (51,3 %)	Droite
25 février	Jamaïque	Générales	Andrew Holness (JLP)	Centre gauche
10 avril	Pérou	Présidentielle 1er tour et législatives	Keiko Fujimori (FP)	Droite
15 mai	Rép. dom	Générales	Danilo Medina (PLD)	Centre droite
5 juin	Pérou	Présidentielle 2nd tour	Pedro Pablo Kuczynski (PPK)	Centre droite
5 juin	Mexique	Douze élections régionales	PAN (7 sur 12)	Droite
6 juin	Sainte-Lucie	Législatives	Allen Chastanet (UWP)	Droite
2/30 octobre	Brésil	Municipales	PSDB	Droite
2 octobre	Colombie	Référendum	Non (50,2 %)	Droite
9 octobre	Haïti	Présidentielle 1er tour	Reporté	
23 octobre	Chili	Municipales	Chile Vamos	Droite
6 novembre	Nicaragua	Générales	FSLN	Gauche
20 novembre	Haïti	Présidentielle	Jovenel Moïse (PHTK)	Droite

* Partis : Costa Rica : Parti de libération nationale (PLN) ; Jamaïque : Parti travailliste de Jamaïque (JLP) ; Pérou : Force populaire (FP), Péruviens pour le changement (PPK) ; République dominicaine : Parti de la libération dominicaine (PLD) ; Mexique : Parti action nationale (PAN) ; Sainte-Lucie : Parti Uni des travailleurs (UWP) ; Brésil : Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) ; Nicaragua : Front sandiniste de libération nationale (FSLN) ; Haïti : Parti haïtien Tèt Kale (PHTK).

[1] La question était la suivante : « Etes-vous d'accord avec la réforme de l'article 168 de la Constitution afin de permettre à la présidente ou au président et à la vice-présidente ou au vice-président d'être réélu(e)s deux fois consécutivement ? ». L'article 168 n'autorise qu'une seule réélection. Evo Morales a été élu pour la première fois en 2005, mais une nouvelle Constitution a été adoptée en 2009. L'article 168 s'applique à partir de son élection de 2009. Réélu en 2014, il envisageait de se représenter en 2019.

[2] La question était la suivante : « Soutenez-vous l'accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable ? »

L'édition 2015 de « L'Amérique latine. L'année politique » concluait que les alternances ne devaient pas être surinterprétées en termes de basculement gauche/droite. L'usure « naturelle » de gouvernements en place depuis une décennie ou plus, conjuguée à la mauvaise conjoncture économique suffisaient pour expliquer les défaites électorales, notamment en Argentine, sans que la droite ait offert un programme et des candidats particulièrement attrayants.

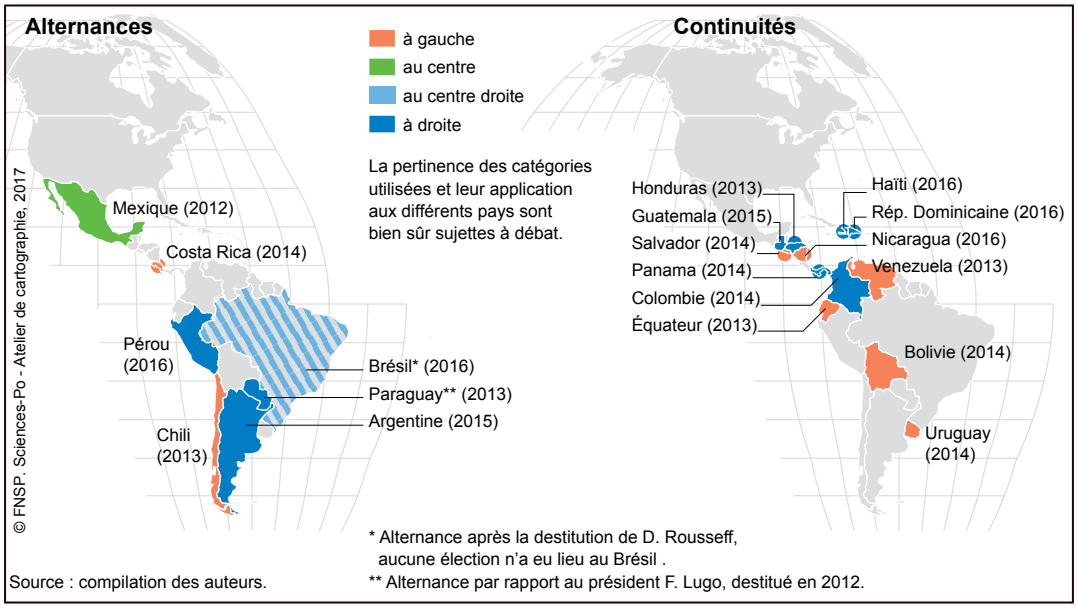
En 2016, la destitution de Dilma Rousseff semble donner davantage de vigueur à la thèse du virage à droite. Pour autant, il a fallu de sombres manœuvres de la droite parlementaire regroupée autour du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) pour venir à bout d'un Parti des travailleurs (PT) usé jusqu'à la corde et empêtré dans des affaires de corruption. Dans le sillage de la destitution, les élections municipales d'octobre ont amplifié la défaite du PT qui doit désormais mener une entreprise de reconstruction de longue haleine.

Les élections municipales au Chili se sont aussi soldées par une victoire de la droite, selon une logique classique d'élections intermédiaires[3]. Le vote sanction contre le gouvernement semble annonciateur d'une alternance. Aux élections municipales de 2008, la droite avait déjà infligé une défaite à la présidente Bachelet avant de gagner la présidentielle l'année suivante. L'inverse s'est produit en 2012, annonçant le retour triomphal de Bachelet. La très forte abstention risque toutefois de perturber les pronostics pour 2017.

Enfin, au Pérou, l'alternance est relative. Ollanta Humala pouvait difficilement être qualifié de président de gauche en fin de mandat. Les différents candidats de gauche, dont Verónika Mendoza, ont d'ailleurs fait un bon score, tandis que la droite fujimoriste a finalement été battue.

Figure 1

Alternances et continuités aux élections présidentielles, 2012-2016



Dans quel contexte se sont déroulées ces élections ? Comment expliquer ces résultats, et quelles sont les perspectives générales qui se dégagent ? Ce chapitre aborde ces questions pour l'ensemble des élections et propose un focus sur le Pérou et la Colombie, sur la base d'un exercice de cartographie électorale.

[3] Voir la troisième partie de « L'Amérique latine. L'année politique 2015 », *Les Etudes du CERI*, n° 217-218, décembre 2015 (**www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**, consulté le 15 décembre 2016).

Eléments de contexte

La conjoncture économique et sociale de l'Amérique latine en 2016 explique assez largement le climat politique délétère décrit dans l'introduction de ce volume. Pour la deuxième année consécutive, le produit intérieur brut se contracte, ce qui selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc) n'était pas arrivé depuis les années 1980[4]. Comme en 2015, le Brésil et le Venezuela tirent le continent vers le bas. La région andine et certains pays d'Amérique centrale et des Caraïbes s'en tirent mieux. De manière générale, le mécontentement des classes moyennes continue de se manifester avec vigueur.

Un contexte économique très hétérogène

Les élections se sont tenues en 2016 dans des contextes très différents d'un pays à l'autre. Les pays d'Amérique centrale (Costa Rica et Nicaragua) et ceux des Caraïbes (République dominicaine et, dans une moindre mesure, Jamaïque, Sainte-Lucie et Haïti) ont connu une croissance soutenue, alimentée par la demande externe (termes de l'échange en progrès) et les transferts de fonds (liés à la reprise économique aux Etats-Unis). La croissance s'est quelque peu tassée au Mexique, au Chili et en Colombie. Elle demeure vigoureuse en Bolivie et au Pérou. La hausse des prix s'est par ailleurs accélérée en Colombie et en Bolivie, mais a légèrement diminué au Brésil.

Enfin, l'année 2016 s'est terminée avec une hausse du chômage qui ne manque pas de préoccuper les classes moyennes, notamment au Brésil, au Chili et en Colombie. Dans ces pays, les salaires réels ont aussi subi une inflexion à la baisse. Au Nicaragua, en revanche, l'emploi formel et les salaires ont nettement progressé, ce qui explique en partie la cote de popularité insolente de Daniel Ortega.

Tableau 2
Indicateurs économiques

Pays	Croissance	Inflation	Termes de l'échange	Recettes fiscales
Costa Rica	4,2 % (+0,5)	-0,4 % (+0,4)	101,6	+16,9 % (-0,6)
Bolivie	4,5 % (-0,3)	5 % (+2)	65	Pas de données
Jamaïque	1,2 % (+0,4)	2,1 % (-1,6)	Pas de données	+1,1 % (-8,6)
Pérou	3,9 % (+0,6)	3,5 % (-0,9)	87,8	+0,9 % (+9,7)
Rép. dom	6,5 % (-0,5)	1,7 % (-0,6)	101	+16,5 % (+6,9)
Mexique	2,1 % (-0,4)	2,6 % (+0,5)	92,6	+8,8 % (-22,7)
Sainte-Lucie	1,2 % (-1,2)	-2,6 %	Pas de données	Pas de données
Brésil	-3,4 % (+0,5)	9,3 % (-1,4)	85,5	-6,9 % (-6)
Colombie	2,3 % (-0,7)	8,2 % (+1,4)	69,2	-1,9 % (+11,7)
Haïti	1,5 % (-0,3)	15,1 % (+2,6)	93,4	Pas de données
Chili	1,6 % (-0,5)	4,2 % (-0,2)	86,2	12,1 % (-1,2)
Nicaragua	4,5 % (-0,4)	3,6 % (+0,7)	113,8	16,1 % (+8,2)

Croissance : taux pour 2016 (variation par rapport à 2015).
Inflation : variation annuelle des prix en mai 2016 (variation par rapport à décembre 2015).
Termes : chiffres provisoires correspondant à 2015. Indice 100 en 2010.
Recettes : impôt sur le revenu (variation par rapport à 2015).

Source : Cepalc, *Estudio económico de América latina y el Caribe 2016* (actualisé en octobre).

[4] Cepalc, *Estudio económico de América latina y el Caribe 2016* (**www.cepal.org/es/publicaciones/40326-estudio-economico-america-latina-caribe-2016-la-agenda-2030-desarrollo**, consulté le 15 décembre 2016).

Les politiques d'ajustement lancées en 2015 ont été poursuivies en 2016 et l'assainissement semble porter ses fruits. La Cepalc estime que les déficits fiscaux sont désormais orientés à la baisse, notamment au Brésil et au Mexique. Pour autant, des efforts supplémentaires sont programmés, car les recettes fiscales tirées de l'impôt sur le revenu diminuent au Brésil, en Bolivie et en Colombie. Elles ont en revanche fortement augmenté au Chili (grâce à la réforme fiscale de 2014), au Nicaragua ou encore au Costa Rica.

Le Mexique a lancé en 2015 une politique de contraction vigoureuse des dépenses publiques qui a été poursuivie en 2016 et se prolongera en 2017.

Mobilisations sociales

Les politiques d'austérité attisent le mécontentement social.

Au Brésil, la procédure de destitution de Dilma Rouseff une fois enclenchée, les mobilisations sociales se sont faites plus rares. La confiance de ses adversaires, le fatalisme de ses partisans et, finalement, l'espoir largement partagé de rapidement tourner la page et de retrouver le chemin de la croissance expliquent cette relative faiblesse de l'action collective.

Toutefois, avec les premières mesures d'ajustement économique prises par la nouvelle équipe de Temer, les mobilisations reprennent. Les mesures annoncées suscitent la colère (flexibilisation du marché du travail, réforme des retraites).

Au Chili, c'est un lointain héritage de la dictature qui est violemment rejeté. Le remplacement en 1981 du système de retraite solidaire par répartition par un système de capitalisation, un temps présenté comme une épargne forcée alimentant la croissance économique, a depuis longtemps démontré ses limites. De nombreux Chiliens se voient contraints de travailler bien au-delà de l'âge légal de la retraite, tandis que les gestionnaires des fonds de pension dégagent des bénéfices énormes. Les fonctionnaires, pour leur part, réclament des hausses salariales que la présidente rechigne à leur concéder en période d'ajustement des dépenses publiques.

Au Mexique, les enseignants de l'Etat d'Oaxaca s'opposent à une réforme adoptée sans concertation, qui prévoit notamment une évaluation de leur travail. Les manifestations ont donné lieu à des affrontements violents, sans que le gouvernement accepte de reconnaître que les procédures d'évaluation doivent tenir compte des conditions dans lesquelles travaillent les enseignants. Dans les Etats pauvres et à forte composante indienne du Mexique, la maîtrise de l'espagnol doit par exemple être nuancée.

Le Costa Rica, comme d'autres pays auparavant, a été le théâtre de protestations contre la dégradation des infrastructures éducatives. Le président Solis doit aussi affronter des mobilisations contre plusieurs projets de loi, notamment celui sur l'emploi public qui prétend unifier tous les régimes de rémunération dans le secteur public.

La Bolivie a connu une violente mobilisation de mineurs qui a causé la mort de plusieurs personnes dont le vice-ministre de l'Intérieur. L'objet de la protestation est l'adoption d'une loi autorisant la création de syndicats au sein des très puissantes coopératives. Les mineurs se considèrent comme des « associés » et non des travailleurs susceptibles d'être défendus par des syndicats contre leurs cadres dirigeants. Les coopératives se verraient aussi interdire de signer des contrats d'association avec des entreprises étrangères.

Enfin, la perspective d'une élection jouée d'avance a suscité une intense mobilisation au Nicaragua. La Coalition nationale pour la démocratie n'a cependant pas réussi à étendre la mobilisation au-delà de rassemblements hebdomadaires.

Des soutiens en berne

Sans surprise, les deux présidents les plus populaires d'Amérique latine, Danilo Medina et Daniel Ortega, ont été facilement réélus en 2016.

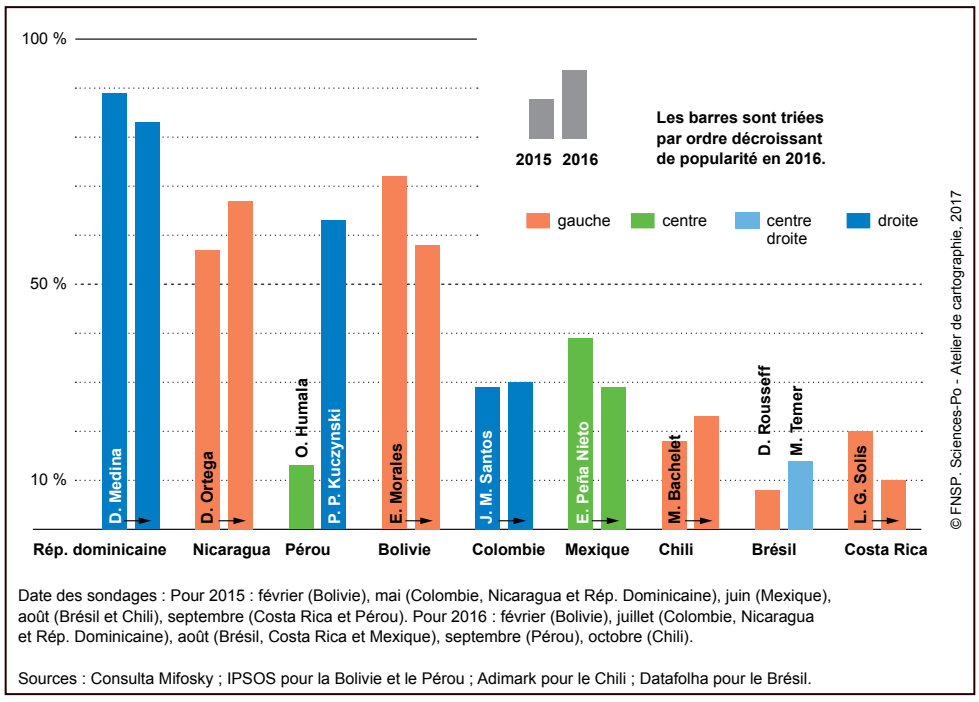
Ailleurs, des présidents impopulaires (Costa Rica, Brésil, Chili) ont été sanctionnés à l'occasion d'élections municipales, dans la logique des élections intermédiaires évoquées notre édition 2015[5].

Dans les deux pays qui ont tenu des référendums, la faible popularité des présidents a en partie déterminé le résultat. En Bolivie, Evo Morales, bien moins populaire qu'il y a quelques années, a tenté de forcer son destin en demandant aux Boliviens de l'autoriser à se représenter à la prochaine élection présidentielle en 2019. Pari perdu. Pari perdu aussi pour Juan Manuel Santos en Colombie. En demandant aux Colombiens s'ils « soutenaient » l'accord de paix, il n'a pas personnalisé le scrutin mais cela n'a pas suffi pour l'emporter.

Enfin, les très faibles soutiens aux présidents Humala et Rousseff expliquent en grande partie les changements politiques au Pérou et au Brésil : le premier n'avait pas de candidat compétitif à soutenir lors de l'élection présidentielle ; la seconde a manqué de soutiens populaires pour faire barrage à la conspiration dont elle a été victime.

Graphique 1

Indice de popularité de quelques présidents, comparaison 2015-2016



Date des sondages : Pour 2015 : février (Bolivie), mai (Colombie, Nicaragua et Rép. Dominicaine), juin (Mexique), août (Brésil et Chili), septembre (Costa Rica et Pérou). Pour 2016 : février (Bolivie), juillet (Colombie, Nicaragua et Rép. Dominicaine), août (Brésil, Costa Rica et Mexique), septembre (Pérou), octobre (Chili).

Sources : Consulta Mifosky ; IPSOS pour la Bolivie et le Pérou ; Adimark pour le Chili ; Datafolha pour le Brésil.

Une participation électorale en baisse

Contrairement aux années précédentes, le mécontentement des opinions publiques et la détestable image du personnel politique semblent avoir pesé sur la participation électorale.

[5] « Amérique latine. L'année politique 2015 », *op. cit.*

Tableau 3

La participation aux élections en 2016

Statut du vote	Pays	Taux de participation	Type d'élection	Différence avec l'élection précédente	Type d'élection
Obligatoire avec sanctions	Bolivie	84,4 %	Référendum	- 3,5	Présidentielle
	Pérou	82,9 %	Présidentielle 1er tour	- 0,2	Présidentielle 1er tour
	Brésil	82,4 %	Municipales 1er tour	-1,2	Municipales 1er tour
Obligatoire sans sanctions	Mexique	53,3 %*	Gouverneurs	-9,8	Présidentielle
	Costa Rica	35 %	Municipales	+7	Municipales
	Nicaragua	68,2 %**	Présidentielle 1er tour	-4,7	Présidentielle 1er tour
Non obligatoire	Chili	33,9 %	Municipales	-3,3	Municipales
	Colombie	37,4 %	Référendum	-3,2	Présidentielle 1er tour
	Rép. dom	69,6 %	Présidentielle	-0,2	Présidentielle
	Haïti	21 %	Présidentielle 1er tour	- 1,7	Présidentielle 1er tour

* Il s'agit de la moyenne pour les douze élections de gouverneurs.

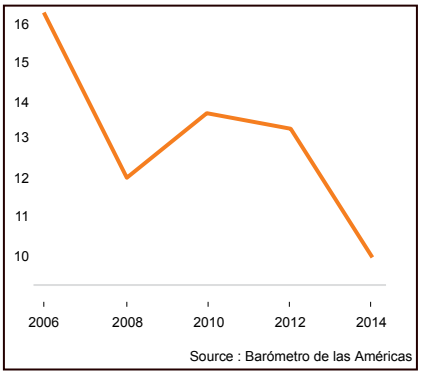
** Chiffre officiel du Conseil électoral, contesté par l'opposition qui évoque 70 % d'abstention.

Dans les pays où le vote est obligatoire et l'abstention pénalisée par des sanctions, la désertion électorale se mesure à la proportion de votes blancs et nuls. La Bolivie et le Pérou sont les deux pays affichant la plus forte proportion d'électeurs déclarant avoir intentionnellement voté nul lors de la dernière élection (12,4 % et 9,8 % respectivement). Au Pérou, ce comportement est associé à une baisse de la confiance dans les partis politiques[6].

Pour autant, en 2016, les votes blancs et nuls n'ont atteint que 5 % en Bolivie, signe que la question de la réélection d'Evo Morales a mobilisé l'électorat. Au Pérou, en revanche, les votes blancs et nuls au premier tour de la présidentielle sont en hausse. Avec 22,1 %, ce vote de protestation arrive en deuxième position derrière Keiko Fujimori (39,9 %), devant Pedro Paulo Kuczynski (21 %) et Verónika Mendoza (18,7 %). Au second tour, les votes blancs et nuls représentent 7 % des suffrages exprimés.

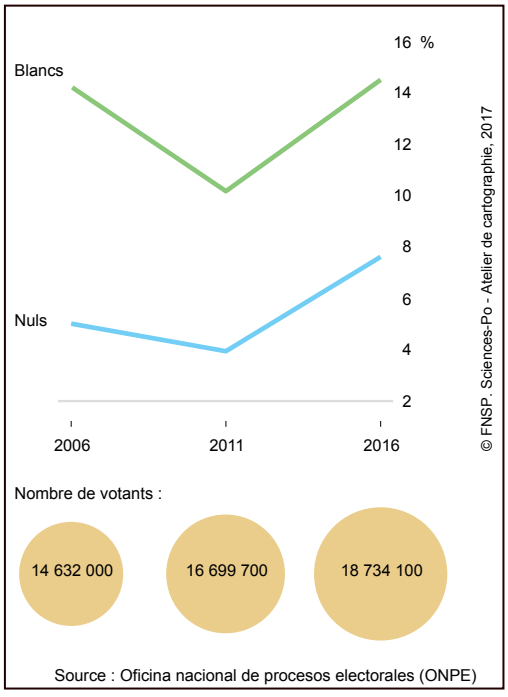
Graphique 2

Pérou : confiance dans les partis politiques



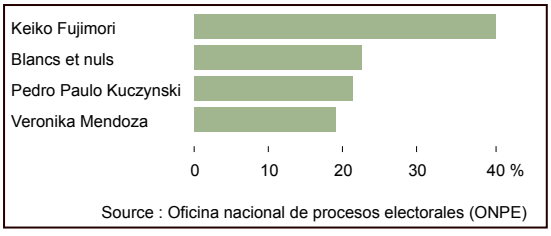
Graphique 3

Pérou : votes blancs et nuls



Graphique 4

Pérou : 1er tour de l'élection présidentielle de 2016



[6] « Barómetro de las Américas : Actualidad », USAID, Vanderbilt University, 7 avril 2016.

Au Brésil, les élections municipales des 2 et 30 octobre se sont distinguées par un vote de protestation particulièrement élevé dans certaines grandes capitales. A l'échelle du pays, la participation a légèrement baissé par rapport aux municipales de 2012 (82,4 % contre 83,6 %). En revanche, à São Paulo, un record a été battu lors du premier (et unique) tour, avec 21,8 % d'abstention, 11,3 % de votes nuls et 5,3 % de votes blancs. Le vainqueur, João Doria, du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), a obtenu moins de voix que le total des abstentions, blancs et nuls. Ce même total atteint 43,1 % à Belo Horizonte et 42,5 % à Rio de Janeiro, ce qui représente dans les deux cas une hausse significative par rapport aux élections de 2012.

En Colombie, la participation électorale a été affectée par le « facteur Matthew », ouragan de catégorie 4 ayant provoqué des pluies diluviennes sur la quasi-totalité du territoire, au moins une bonne partie de la journée du 2 octobre. L'abstention (62,6 %) n'est donc pas seulement imputable à un désintérêt pour le processus de paix. Les intempéries ont aussi davantage affecté les régions côtières où le vote en faveur du « oui » devait l'emporter. Pour autant, la participation électorale est habituellement faible en Colombie. Seuls 40,6 % des Colombiens avaient voté au premier tour de la présidentielle de 2014, et 47,9 % au second tour.

Au Chili, les élections municipales se sont soldées par une nouvelle chute de la participation électorale. Depuis la réforme de 2012 instaurant l'inscription automatique sur les listes électorales mais supprimant le caractère obligatoire du vote, les Chiliens désertent les urnes. Avec 33,9 % de participation, le pays a battu un record.

Enfin au Nicaragua, les appels au boycott du scrutin par l'opposition ont eu un effet limité : la participation a diminué de près de cinq points par rapport à 2011, mais elle reste supérieure à 68 %, selon les chiffres officiels, contestés par l'opposition qui évoque une abstention massive.

Analyse des résultats

Dans nos éditions précédentes, nous avons mobilisé certaines théories des comportements électoraux – réalignements électoraux, vote sanction – afin d'analyser de manière globale les élections de 2014 et de 2015 dans la région. Alors que les scrutins de 2014 s'étaient globalement inscrits dans la continuité des tendances observées au début des années 2000 (édition 2014), les élections de 2015 amorçaient une reconfiguration des préférences électorales, du moins au niveau des scrutins de premier ordre, à savoir les élections présidentielles et législatives (édition 2015). En 2016, plusieurs éléments tendent à confirmer l'essoufflement des gouvernements progressistes et une « poussée vers la droite » des électorats. Comme nous l'avons vu, la croissance des comportements électoraux apathiques ou protestataires – abstention, votes blancs, votes nuls, etc. – traduit tantôt un désintérêt, tantôt une défiance envers les institutions démocratiques, tandis que les procédures de destitution visant à provoquer des alternances hors des urnes (aboutie au Brésil et en cours au Venezuela) viennent consacrer la fragilité de la procédure électorale en tant que mécanisme d'allocation du pouvoir et d'intégration des conflits politiques.

Néanmoins, les résultats des élections de 2016 sont difficiles à analyser de manière globale, tant les enjeux et les contextes divergeaient d'un cas à l'autre : élections présidentielles en Haïti, au Nicaragua, au Pérou et en République dominicaine ; référendums d'initiative présidentielle en Bolivie et en Colombie ; élections législatives en Jamaïque et à Sainte-Lucie ; élections locales intermédiaires au Brésil, au Chili, au Costa Rica et au Mexique. Pour l'analyse des résultats, nous avons donc décidé de mettre l'accent sur deux cas d'étude qui nous ont paru particulièrement marquants : l'élection présidentielle au Pérou et le référendum sur les accords de paix en Colombie.

L'élection présidentielle au Pérou : le fujimorisme aux portes du pouvoir

Au Pérou, les élections de 2016 ont été marquées par une forte polarisation sur la candidate Keiko Fujimori (41 ans), fille de l'ancien président Alberto Fujimori (qui purge actuellement une peine de vingt-cinq ans de prison pour corruption et crime contre l'humanité). Les politiques menées par son père entre 1990 et 2000 – notamment le programme d'ajustements structurels et la lutte contre le terrorisme – ont durablement clivé le pays. Alors que les plaies de l'ère Fujimori ne sont toujours pas refermées, la candidate divisait *a priori* l'électorat, à la simple évocation de son patronyme. Certains craignaient de voir le Pérou sombrer à nouveau dans l'autoritarisme et la privatisation des ressources de l'Etat. D'autres, nostalgiques du mariage entre néolibéralisme économique et autoritarisme politique, rêvaient de voir aboutir via les urnes le projet « néo-fujimoriste ». Outre sa filiation, Keiko Fujimori disposait en 2016 d'un important capital électoral : élue députée en 2006 avec le plus grand nombre de voix du pays, elle s'était ensuite qualifiée pour le second tour de l'élection présidentielle de 2011 (à l'occasion duquel elle avait obtenu 48,6 % des suffrages, perdant de peu face à Ollanta Humala).

Largement en tête des sondages durant toute la campagne électorale de 2016 – elle oscillait entre 31 % et 37 % des intentions de vote pour le premier tour – Keiko Fujimori (parti Force populaire, droite) s'est présentée comme la candidate anti-establishment. Sa campagne a visé notamment les oubliés de la croissance, cet électorat populaire marqué par les inégalités et par un fort sentiment d'insécurité ; une frange de l'électorat désorientée et déçue par le bilan jugé désastreux d'Humala, pour lequel les populations pauvres avaient massivement voté en 2011. Le programme économique de Keiko Fujimori s'inscrivait pourtant dans le sillage des politiques néolibérales adoptées par son père dans les années 1990, puis prolongées dans les années 2000. Mais elle prônait une meilleure répartition des richesses et promettait une répression efficace de la délinquance. Deux politiques où ses prédécesseurs ont échoué.

Face à elle, l'offre politique était éclatée. Si aucun candidat n'a osé assumer le bilan d'Humala, une dizaine de personnalités politiques s'en disputaient les dépouilles. Un mois avant le premier tour de l'élection, le 9 mars 2016, le Tribunal électoral a toutefois ordonné l'exclusion de deux candidats, dont l'un des principaux challengers, Julio Guzmán (alors crédité d'environ 18 % des suffrages). Cette décision inattendue a eu pour effet de renforcer la candidature de l'économiste et ancien ministre Pedro Pablo Kuczynski (78 ans), du parti Péruviens pour le changement (PPK, centre droite), et de stimuler la candidature alternative du Front large (gauche) incarnée par la jeune députée Verónika Mendoza (36 ans). Créditée de 4 % des voix en février, elle grimpait à 15 % d'intentions de vote à quelques jours du scrutin.

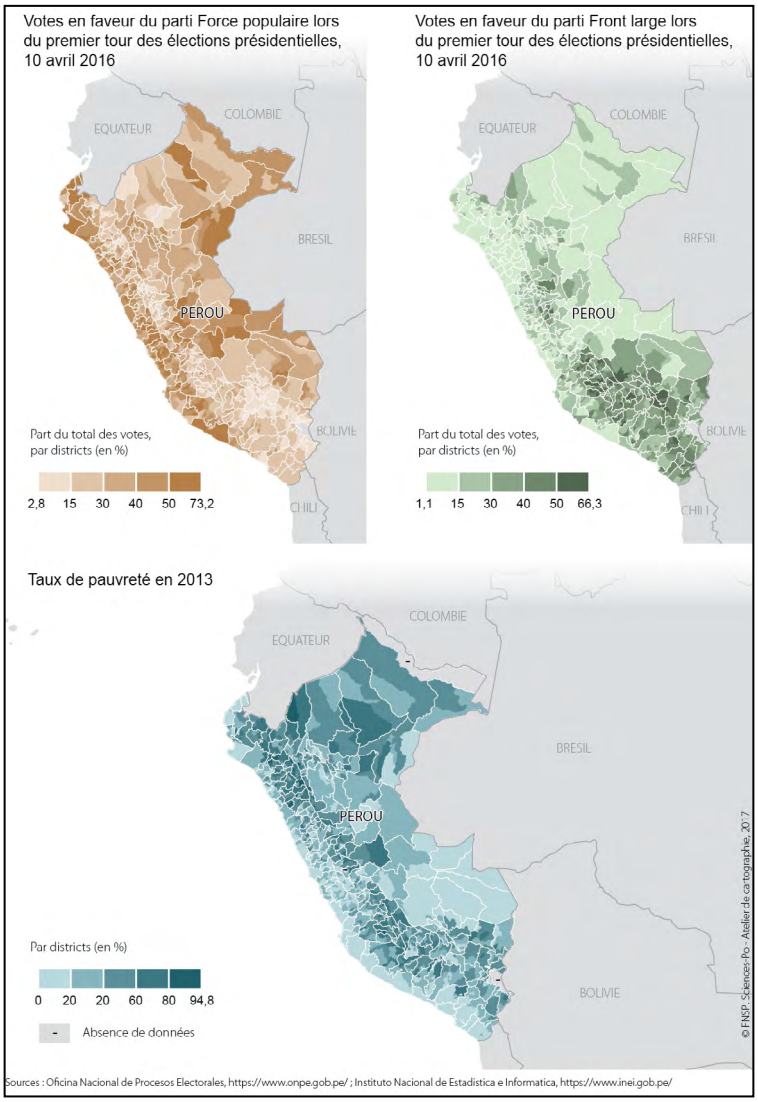
Keiko Fujimori a nettement remporté le premier tour avec 39,9 % des suffrages valides. Elle est arrivée en tête dans tous les départements du nord et du centre du pays, à l'exception de Cajamarca (nord). Son effort pour conquérir l'électorat populaire a porté ses fruits, puisqu'elle a renforcé ses positions par rapport à 2011 dans les zones rurales déshéritées. Mais elle s'est également imposée dans toutes les provinces de Lima et Callao, et plus spécifiquement dans les districts populaires, où se concentrent les populations à bas revenus. Elle n'est toutefois pas parvenue à s'implanter dans le sud du pays, le département de Cusco constituant une frontière symbolique pour sa zone d'influence électorale. C'est en effet à Cusco – fief électoral de Verónika Mendoza – que Keiko Fujimori a réalisé son plus faible score au premier tour (21,2 %). Pedro Pablo Kuczynski s'est placé en deuxième position, avec 21 % des suffrages, même s'il n'a remporté qu'un seul département (Arequipa). Il a obtenu ses meilleurs résultats dans les départements de Lima (29,9 %), Callao (28 %) et Arequipa (27,6 %), qui sont les plus peuplés du pays. Sa base électorale était essentiellement urbaine et concentrée dans les districts à plus fort revenu. De par sa trajectoire et ses expériences gouvernementales passées, il a été peu audible dans les zones populaires : ancien banquier, ancien ministre, diplômé d'Oxford et de Princeton, riche, âgé, il incarnait une élite blanche détachée des préoccupations quotidiennes des Péruviens. Verónika Mendoza est venue occuper la troisième place avec 18,7 % des suffrages. La dynamique engagée durant le dernier mois de la campagne électorale s'est confirmée dans les urnes, et elle est arrivée en tête dans sept des

huit départements du Sud (à l'exception d'Arequipa), là où Ollanda Humala avait obtenu ses meilleurs scores en 2011. Elle est donc parvenue à limiter le siphonage des anciens électeurs d'Humala par Keiko Fujimori. Elle a obtenu par exemple 53,1 % des suffrages à Huancavélica, 50,3 % à Apurímac et 46,7 % à Cusco. Sa percée électorale a certes été trop concentrée dans le sud du pays pour lui permettre de se qualifier pour le second tour. Mais ses résultats sont complémentaires de ceux de Pedro Pablo Kuczynski : elle séduit un électorat plus populaire, plus jeune, au-delà des zones urbaines.

La figure ci-dessous permet de comparer la géographie électorale de Keiko Fujimori et de Verónika Mendoza avec la géographie de la pauvreté au Pérou. Elle révèle clairement un partage de l'électorat pauvre entre les deux candidates : Fujimori s'est imposée dans les zones pauvres du Nord et du Centre, tandis que Mendoza a dominé dans les zones pauvres du Sud. Quant à Kuczynski, il s'est imposé dans les zones urbaines plus aisées. Au total, la géographie électorale du premier tour montre une coupure nette, le nord du pays ayant voté majoritairement pour Fujimori et le sud du pays ayant privilégié Mendoza et Kuczynski. Enfin, malgré un renforcement sensible de Fujimori sur l'ensemble du territoire (elle a gagné seize points entre le premier tour de 2011 et celui de 2016), les principaux équilibres de la géographie électorale du Pérou n'ont pas été chamboulés par rapport à l'élection présidentielle précédente.

Figure 2

Pérou : élections présidentielles du 10 avril 2016 et pauvreté



La campagne électorale pour le second tour s'est concentrée sur un enjeu essentiel et binaire, qui semble synthétiser à lui seul tous les clivages de la société péruvienne : pour ou contre le fujimorisme ? Dans un climat extrêmement polarisé, Pedro Pablo Kuczynski est même parvenu à faire oublier qu'il avait soutenu Keiko Fujimori au second tour de l'élection présidentielle de 2011 pour « faire barrage au chavisme » (Ollanta Humala était alors présenté comme un satellite péruvien de Chávez). Mais le contexte a changé. Surtout, la configuration électorale défavorable imposait une alliance large et pragmatique. Malgré de sensibles divergences programmatiques, notamment en matière de politique économique, Pedro Pablo Kuczynski a reçu le soutien tardif mais décisif de Verónika Mendoza. Le 31 mai, cette dernière a participé à la marche « Keiko No Va » organisée pour faire bloc contre Keiko Fujimori. D'autres personnalités ont pris position en faveur de Kuczynski : l'écrivain et ancien candidat à l'élection présidentielle Mario Vargas Llosa, l'ancien président Alejandro Toledo, l'ancien secrétaire général de l'Organisation des nations unies, Javier Pérez de Cuéllar, ou encore les ex-candidats Julio Guzmán et Cécar Acuña. Fort de ces soutiens hétérogènes, Kuczynski est parvenu à inverser les rapports de force. Le 5 juin, il a emporté l'élection avec 50,1 % des suffrages valides (41 057 voix séparaient les deux candidats). Pour la seconde fois consécutive, Fujimori a été stoppée aux portes du pouvoir.

Pedro Pablo Kuczynski est parvenu à confirmer son enracinement urbain et à rassembler une courte majorité des suffrages à Lima (51,4 %) et Callao (50,5 %). Mais il a surtout bénéficié d'un très bon report des voix du Front large. C'est d'ailleurs dans le sud du pays qu'il a obtenu ses marges les plus importantes. Deux provinces ont illustré ce sursaut anti-Fujimori. A Cusco, Kuczynski a obtenu 65,3 % des suffrages valides au second tour, contre 9,8 % au premier tour. A Puno, dans le sud-est, il a remporté 63,9 % des voix au second tour contre 8,5 % au premier tour. Sa victoire ne traduit en rien l'adhésion à un projet ou à une personnalité charismatique qui aurait su se poser en rassembleur. Elle est plutôt la conséquence d'un vote de rejet de son adversaire. Kuczynski n'a pas suscité un grand enthousiasme, mais il est devenu, pour nombre d'électeurs, le dernier rempart contre le retour du fujimorisme au pouvoir.

Une victoire aussi étriquée, dans un contexte aussi polarisé, mettait en jeu la stabilité de la démocratie. Keiko Fujimori allait-elle accepter l'issue de la compétition et reconnaître sa défaite ? Ou allait-elle au contraire dénoncer le résultat et contester la légitimité du président élu ? Après plusieurs jours de suspense – le jury national des élections a mis quatre jours avant de confirmer le résultat final – elle a fini par reconnaître, du bout des lèvres et avec des bémols, la victoire de Kuczynski :

> « Même si de nombreux actes doivent encore être traités par le jury national des élections, nous acceptons démocratiquement ces résultats de l'ONPE [Organisation nationale des processus électoraux] parce que nous sommes une organisation [politique] sérieuse et par respect envers le peuple péruvien. […] Bien que les résultats émis par l'ONPE soient confus, ils indiquent aussi que Force populaire a été chargée par la population d'être dans l'opposition[7]. »

Elle s'est engagée en outre à mener une opposition « ferme » mais « responsable ». Pour ce faire, sa formation politique dispose d'une majorité absolue des sièges au Congrès (soixante-treize sièges sur cent trente)[8] et a les clés de la gouvernabilité du pays. Le résultat de l'élection présidentielle n'est donc qu'un demi-échec pour le camp Fujimori, qui voit sa représentation parlementaire doubler par rapport aux élections précédentes (trente-sept députés en 2011). Face au raz-de-marée législatif de Force populaire, le parti politique de Kuczynski fait pâle figure. Avec ses dix-huit députés, le PPK n'est même que le troisième parti du Congrès, puisque le Front large a fait élire vingt députés. Le gouvernement ultra-minoritaire de Kuczynski a donc une marge de manœuvre extrêmement réduite pour mettre en œuvre son programme.

[7] « Keiko Fujimori : "Aceptamos los resultados, seremos oposición" », *El Comercio*, 10 juin 2016. Traduit par l'auteur.

[8] Un autre enfant de l'ancien président, Kenji Fujimori, siège d'ailleurs au Congrès depuis 2011 et a été réélu en 2016 pour un second mandat.

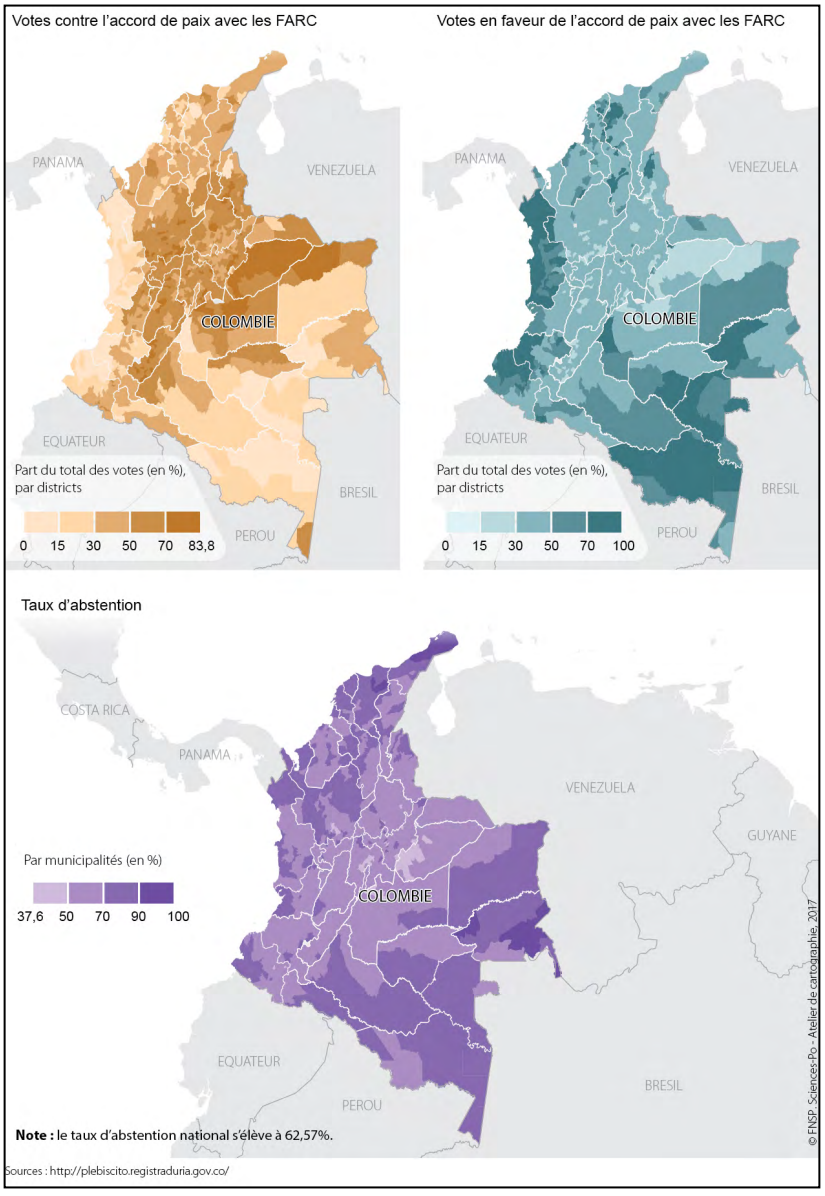
Un président de centre droite, élu grâce aux voix de la gauche, doit gouverner avec un Congrès contrôlé par la droite, dans un pays fortement polarisé. L'équation est complexe et l'alchimie explosive.

Un plébiscite pour la paix en Colombie

En Colombie également, les résultats du référendum ont révélé une importante polarisation politique qui s'est exprimée numériquement (49,79 % pour le oui, 50,21 % pour le non), mais aussi géographiquement. La carte électorale fait apparaître une différence nette entre le vote de la capitale et des territoires côtiers et frontaliers du pays, qui ont voté « oui », et celui des territoires interieurs, qui ont majoritairement rejeté les accords de paix. Comment expliquer cette géographie particulière du vote dans le cas colombien ?

Figure 3

Colombie : référendum sur l'accord de paix avec les FARC du 2 octobre 2016



L'analyse de la carte électorale peut s'effectuer à plusieurs échelles et selon plusieurs critères. Il est ainsi intéressant de noter que si l'on compare les résultats du vote par départements, ceux-ci sont plus nombreux à avoir voté « oui » (vingt et un départements). Les treize départements qui ont voté « non » sont donc tous situés au centre du pays, sur la cordillère des Andes, où est concentrée la grande majorité de la population.

Ces derniers sont donc entourés par les départements favorables aux accords : les départements côtiers (Nariño, Cauca, Valle, Chocó, sur la côte Pacifique ; Cordoba, Sucre, Bolivar, Magdalena, Atlantico, César et La Guajira sur la côte Atlantique) et frontaliers (Vichada, Guainia, Guaviare, Vaupés, Amazonas et Putumayo). Seules irrégularités dans ce schéma concentrique, les départements de Bogota D. C. et de Boyaca, au cœur du pays, qui ont voté « oui ». Notons cependant que l'écart entre le « oui » et le « non » à Boyaca est infime : 0,17 points de différence les séparent seulement. Plus nombreux, les départements ayant voté « oui » sont pour la plupart les moins peuplés, et dans dix-neuf départements sur vingt et un, le taux d'abstention a dépassé 60 % (atteignant même 86,15 % pour les consulats à l'étranger, 80,61 % à La Guajira, 79,8 % sur l'île de San Andrés)[9].

Cependant, même s'il est vrai que nombre de villes grandes et moyennes ont voté « non » (Medellin 62,97 %, Bucaramanga 55,11 %, Cucuta 65,36 % et Pereira 53,85 %), le constat selon lequel le vote a opposé zones urbaines et zones rurales doit être nuancé. En effet, trois des plus grandes villes du pays, Bogota, Cali et Barranquilla ont voté « oui » (56,07 %, 54,27 % et 57,44 % respectivement). Il y a autant de capitales de département qui ont voté pour le « non » que pour le « oui » (16/32). Nous observons cependant que les villes moyennes les plus importantes en termes de population et de puissance économique ont toutes voté « non ».

Les départements favorables aux accords de paix sont parmi les plus pauvres du pays : le Chocó (79,76 %), Vaupés (78,05 %), le Cauca (67,39 %), le Putumayo (65,5 %), Nariño (64,81 %), Sucre (61,88 %), La Guajira (61,14 %) et Cordoba (60,73 %)[10]. Ce sont aussi ceux où les populations afro-colombiennes et indigènes sont les plus représentées, si l'on additionne tous les autres départements de la côte Pacifique et Caraïbe, ainsi que les départements frontaliers et le Valle del Cauca (52,44 %), où se trouve la ville de Cali. Par contraste, cinq des départements ayant le plus voté « non » se trouvent parmi ceux qui génèrent le plus de richesse : le Nord de Santander (63,92 %), le Meta (63,58 %), Antioquia (62 %), Cundinamarca (56,52 %), Santander (55,64 %)[11].

Au-delà de l'échelle départementale, si l'on considère plutôt les frontières des régions formelles et informelles du pays, nous constatons l'importance des dynamiques productives et identitaires. Ainsi, sans surprise, la région *paisa*[12], celle du Triangle du Café (*Eje Cafetero*, qui regroupe Antioquia, Caldas, Risaralda, Quindio, le nord du Tolima et le nord du Valle del Cauca), où l'influence de l'ancien président Álvaro Uribe et de son parti, le Centre démocratique, est très forte, a massivement voté « non ». La région très productive (agriculture, industrie, tourisme) des Santanderes (Nord de Santander et Santander), pourtant dominée par le vote libéral qui soutenait le « oui », a aussi voté contre les accords de paix. Tandis que la région des Caraïbes, où le président Juan Manuel Santos était très populaire (il a obtenu plus de 60 % des votes lors de l'élection présidentielle dans le département de l'Atlantico), a soutenu le « oui », malgré l'ouragan Matthew (notons que la participation au plébiscite

[9] Sources des données électorales de l'ensemble de cette partie : Registraduria nacional del estado civil de Colombia (**http://plebiscito.registraduria.gov.com/**) et W Radio, « Dossier spécial sur le plébiscite », octobre 2016 (**http://elecciones.wradio.com.co/**) (consultés le 15 janvier 2017).

[10] Dans l'ordre, les cinq départements les plus pauvres du pays sont : le Chocó, le Cauca, la Guajira, le Magdalena, Cordoba et Sucre. Ils ont tous voté « oui ». Source : statistiques du Département administratif national de statistique de Colombie (DANE).

[11] Dans l'ordre, les départements qui génèrent le plus de PIB en Colombie sont : Bogota, Antioquia, Valle del Cauca, Santander, Cundinamarca, Meta. Source : **www.dane.gov.co** (consulté le 15 janvier 2017).

[12] Le mot « *paisa* », apocope du mot « paysan » ou « montagnard », est un terme très utilisé par les habitants d'une région informelle en Colombie pour se désigner eux-mêmes.

n'a été que de 24 % dans ce département). D'autres régions « informelles » de grande importance économique pour le pays, telles que celle des Llanos Orientales (qui regroupe des territoires du Meta, du Casanare, d'Arauca, du Guaviare, où l'élevage de bétail et l'extraction de pétrole sont les principales activités économiques), ou celle du Magdalena Medio (pétrole, mines, transport, pêche), formée par les municipalités (*municipios*) qui bordent le fleuve éponyme dans cinq départements (Bolivar, César, Santander, Antioquia et Boyaca), ont majoritairement voté « non ». Dans cette dernière région, la présence des paramilitaires a toujours été forte.

Le rapport entre comportement électoral et conflit armé doit être analysé avec précaution, en raison des nombreux acteurs impliqués, de l'histoire longue du conflit, des dynamiques internes de celui-ci dans chaque territoire et de la multiplicité des variables en jeu. Le lien entre déplacement et comportement électoral (nature du vote des populations déplacées) demeure difficile à appréhender, d'une part car certains territoires colombiens sont à la fois fuis par certaines populations et choisis comme refuge par d'autres populations déplacées, et d'autre part car la distinction entre le comportement électoral des populations déplacées et celui des personnes non déplacées est impossible à établir. La corrélation entre les territoires historiquement occupés par les FARC, leurs zones de concentration actuelles en vue de leur réinsertion, et le vote pour ou contre les accords de paix est elle aussi difficile à établir, car les territoires d'occupation sont fluctuants, ils se confondent souvent avec les points de concentration actuelle des FARC et ne concernent pas la totalité des municipalités ou des départements en question[13].

Pour étudier le rapport entre soutien aux accords de paix et conflit armé, il est essentiel de considérer plutôt l'échelle des municipalités dans chaque département, et de la croiser avec les dynamiques régionales et sous-régionales. Il apparaît ainsi que les municipalités les plus affectées par la violence (massacres, déplacements, exactions liées à l'occupation d'un ou plusieurs acteurs armés) dans les départements du Choco, du Cauca, du Guaviare, de Nariño, du Caqueta, du Vaupés, de Putumayo, du Meta et même de Antioquia, sont nombreuses à avoir voté en faveur des accords de paix. A titre d'exemple, à Bojaya, municipalité du Choco, où un affrontement entre guérillas et paramilitaires a fait soixante-dix-neuf victimes en 2002, 95,78 % de la population a voté « oui ». A Toribio, une des municipalités du Cauca où la présence des FARC a toujours été forte, 84,80 % des votants se sont exprimés en faveur de la paix. A Caloto, municipalité du Cauca dans laquelle vingt indigènes paeces ont été assassinés par les paramilitaires en 1991, le vote en faveur du « oui » a atteint 72,9 %. Dans la municipalité de Miraflores (département du Guaviare), particulièrement affectée par les déplacements de personnes craignant pour leur vie, 85,65 % de la population a voté « oui ». La municipalité de San Vicente del Caguan (département du Caqueta), où la présence des FARC a été très forte et où Ingrid Betancourt a été séquestrée pendant plusieurs années, a aussi voté massivement en faveur de la paix (62,93 %).

Dans les départements-clés opposés aux accords de paix, les quelques municipalités qui ont voté « oui » sont souvent les plus affectées par le conflit armé. C'est le cas à Antioquia, dans les territoires occupés par les fronts du bloc José Maria Cordoba des FARC, comme par exemple Turbo, marqué par plusieurs massacres perpétrés par les FARC et par des affrontements continus entre paramilitaires et guérillas. Ici, ce sont de nouveau les dynamiques des régions informelles qui permettent de comprendre le vote. En effet, en regardant de près l'ensemble des municipalités qui ont voté « oui » dans le département d'Antioquia, nous constatons qu'elles font toutes partie de la sous-région d'« Uraba », qui regroupe des municipalités du nord de ce département, mais aussi du Choco et de Cordoba. Territoire stratégique en raison de sa proximité avec le Panama, mais aussi de son accès aux deux océans, dominé par la jungle, la sous-région d'Uraba a été historiquement un des bassins du narcotrafic. Les FARC, l'Armée populaire de libération (EPL) et les paramilitaires s'y sont affrontés sans cesse depuis les années 1990, causant des déplacements de masse et des assassinats récurrents (dont

[13] Voir à ce sujet les cartes établies par la radio W : **http://elecciones.wradio.com.co/** (consulté le 17 janvier 2017).

les quatre massacres tristement célèbres de 1995 à El Aracatazo, Los Kunas, Turbo et Bajo del Oso à Apartado). Toutes les municipalités qui composent cette région ont voté en faveur des accords de paix (sauf la municipalité de Carepa).

Un phénomène similaire peut être observé dans le département du Nord de Santander où les huit municipalités du nord, de la sous-région du « Catatumbo », ont toutes massivement voté en faveur des accords de paix (95,18 % à San Calixto, 91,51 % à El Tarra, 86,47 % à Teorama, 66,03 % au Tibu). Ce territoire est connu en raison de la récurrence des morts violentes liées au conflit armé, et de la découverte de nombreuses fosses communes liées à des massacres. Il concentre tout type d'acteurs armés autour des activités du narcotrafic, cette région frontalière avec le Venezuela étant aussi idéale pour la production de la coca. On y retrouve les guérillas des FARC, mais aussi l'Armée de libération nationale (ELN), l'EPL, des paramilitaires de différents blocs, et aujourd'hui des bandes criminelles (Aguilas Negras).

Cependant, nous identifions également d'autres territoires où la présence et les conséquences des actions des FARC ont été déterminantes, et qui ont majoritairement voté contre les accords de paix (comme par exemple la municipalité de Puerto Saldaña au Tolima, victime d'un massacre d'une quinzaine de personnes en 2000), ou dans lesquels le « non » a failli l'emporter (comme dans le cas de la municipalité du Tame à Arauca, où au moins seize massacres ont été perpétrés depuis 2004). C'est aussi le cas des départements du Caqueta et du Meta, où le « non » a été majoritaire. Dans ces cas précis, il est de nouveau pertinent de se concentrer sur l'échelle municipale pour tenter de comprendre le lien entre conflit armé et comportement électoral. En effet, dans ces deux départements, les municipalités qui ont voté « non » sont essentiellement celles qui bordaient la *zona de despeje*, ces territoires neutres accordés aux FARC dans le cadre des négociations de paix ratées coordonnées par l'ancien président Pastrana entre 1998 et 2002, tandis que toutes les municipalités à l'intérieur de cette zone (San Vicente del Caguan, La Macarena, Uribe, Mesetas, Vista Hermosa) ont voté « oui ». Les rares municipalités du Casanare (département où le « non » a atteint le record de 71,14 %) qui ont soutenu le « oui » sont aussi celles où la présence et les victimes des guérillas ont été les plus importantes (La Salina, Sacama, Recetor, Chameza, Sabanalarga).

Le département où les dynamiques de vote sont les plus complexes est celui de Boyaca. La géographie particulière de ce territoire est ici un élément essentiel, qui détermine les dynamiques du conflit armé. Boyaca comprend à la fois des terres très basses (moins de 500 mètres au-dessus du niveau de la mer) et des terres très hautes (certains des sommets de la Sierra Nevada du Cocuy atteignent plus de 5 300 mètres). Historiquement, les montagnes de Boyaca ont toujours revêtu une importance stratégique pour les guérillas, et surtout pour les FARC, car elles leur permettent de circuler entre les départements d'Arauca, du Casanare, de Santander, de Cundinamarca et du Nord de Santander. Par ailleurs, c'est dans les zones basses de l'ouest du département qu'a émergé le modèle d'organisation paramilitaire de « Puerto Boyaca », pionnier en la matière, qui a inspiré de nombreux groupes d'autodéfense dans tout le pays. Enfin, le territoire est miné par des luttes internes entre narcotrafiquants et trafiquants d'émeraudes. Les faibles écarts entre le « oui » et le « non » dans beaucoup de municipalités en font un des départements les plus polarisés. Il est cependant possible d'émettre l'hypothèse que les territoires du « oui » sont majoritairement les territoires montagneux, où dominaient plutôt les guérillas, tandis que les territoires du « non » étaient plutôt contrôlés par les paramilitaires (à Puerto Boyaca, le « non » l'a emporté avec 69,23 % des suffrages). Pourtant, certains articles de presse[14] ont insisté sur l'importance du vote en faveur du « non » dans les municipalités où les occupations (*tomas*) et les exactions des guérillas ont été les plus nombreuses, même lorsque le « oui » l'emportait, les écarts étant souvent d'un point seulement ou moins.

[14] « Resultados de plebiscito indicarían que las víctimas no han perdonado », *El Tiempo,* 4 octobre 2016.

En conclusion, l'analyse de la géographie électorale permet de mettre en exergue la difficulté à établir des corrélations définitives entre les différentes variables du vote relatif aux accords de paix en Colombie. L'échelle d'analyse la plus pertinente varie selon le cas considéré, les observations les plus intéressantes résultant plus du croisement entre le niveau municipal et le niveau régional « formel » ou « informel » que de la comparaison des résultats par département. D'autres variables, telles que l'histoire du conflit dans le territoire concerné, les dynamiques économiques et productives, les logiques partisanes, la présence de populations marginalisées (indigènes, afro-colombiens) et même la topographie doivent être pris en considération pour comprendre les résultats du plébiscite colombien pour la paix. Si la forte abstention électorale (plus de 65 %), en partie provoquée par l'ouragan Matthew, a joué un rôle indéniable dans les résultats, force est de constater que les faibles écarts entre le « oui » et le « non » au cœur de nombreuses municipalités très éloignées les unes des autres, dans un département ou entre départements, témoignent plutôt de la polarisation extrême du pays, à tous les niveaux.